

HIRAK : LA DIFFICILE RELÈVE POLITIQUE

Expression de cette Algérie qu'on ne voyait pas et qui ne vote pas, agrégeant toutes les couches de la société, le Hirak a mobilisé des millions de personnes entre le 22 février et la mi-mai 2019, avant de connaître un fléchissement durant l'été. Ce mouvement social d'une ampleur inédite a provoqué un enchaînement d'événements dont le point d'orgue aura été le retrait contraint d'Abdelaziz Bouteflika du pouvoir le 2 avril, suivi des deux reports de l'élection présidentielle du 18 avril puis du 4 juillet, et de l'effondrement des assises socio-politiques du régime. L'Alliance présidentielle, coalition de quatre partis au pouvoir¹, a disparu en tant que telle. Plusieurs dizaines de ministres et de hauts fonctionnaires, dont deux ex-Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, des patrons et hommes d'affaires, membres de la caste oligarchique proche des cercles de décision et qui coiffaient le Forum des chefs d'entreprise, ont été arrêtés, accusés de corruption et condamnés à de lourdes peines de prison.

81

Le retrait de Bouteflika a également donné lieu à des purges au sein des corps constitués (armée, services de sécurité et police). Près d'une centaine de généraux et de gradés de haut rang ont été condamnés à la prison, soit pour complot contre l'État – notamment le général Mohamed Mediène, ancien chef des services de sécurité, et son successeur, le général Athmane Tartag –, soit pour corruption – à l'instar de l'ex-chef de la police, le général Abdelghani Hamel, un moment pressenti comme potentiel successeur de Bouteflika. D'autres ont été mis à la retraite, limogés ou ont pris la fuite – tel le général Ghali Belkecir, patron de la

1. Le Front de libération nationale, le Rassemblement national démocratique, le Mouvement populaire algérien et le parti islamiste Tajamou Amel el-Djazaïr.

gendarmarie nationale. Les purges se sont par la suite étendues à des généraux réputés proches de l'ex-homme fort du pays – le vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaïd Salah, en particulier, décédé le 23 décembre 2019, qui a de fait assumé le pouvoir après la chute de Bouteflika.

Quoique ébranlé dans ses fondements, le pouvoir a fait bloc autour d'un appareil d'État et d'une armée débarrassés de ce qui est communément qualifié de « branches pourries ». Il a pu contenir le soulèvement contestataire, organiser un scrutin présidentiel le 12 décembre 2019, remporté dès le premier tour par un ancien Premier ministre, et assurer la survie du modèle autoritaire de l'État avec ses règles de fonctionnement et de gestion, que les Algériens rejettent pourtant depuis le 22 février.

82 En outre, le Hirak, qui s'était réapproprié les espaces publics avant que n'intervienne le confinement en raison de la pandémie de coronavirus, a mis à nu les faiblesses structurelles d'une opposition politique qui prétendait combattre le pouvoir tout en posant les jalons d'une recomposition du champ politique à venir.

DES PARTIS POLITIQUES PRIS DE COURT, DÉSORIENTÉS ET MIS À RUDE ÉPREUVE

De ces treize mois de Hirak, les forces de l'opposition légale, celles qui participent au jeu politique et siègent dans les institutions, ne sont pas sorties politiquement indemnes. L'afflux soudain de centaines de milliers de personnes en dehors de tout cadre partisan a en effet ébranlé une scène politique tombée en léthargie. Le plus surprenant est que le pôle conservateur, composé de l'opposition islamiste (non salafiste) et islamo-nationaliste, n'ait rien vu venir de cette Algérie profonde qui était à ses yeux acquise à son projet d'islamisation de l'État et de la société, et qu'il prétendait incarner face à ses rivaux de gauche.

L'opposition islamiste et islamo-nationaliste ne le pouvait de fait pas, tant elle était intégrée au jeu du pouvoir et s'inscrivait dans une logique de négociation plus que de contestation frontale avec celui-ci. Deux de ses composantes, le Mouvement de la société pour la paix, qui avec ses trente députés constitue la principale formation islamiste², et son clone issu d'une dissidence, El-Bina, ont fait partie de plusieurs gouvernements entre 1998 et 2012. Pris de court par le Hirak, ces représentants d'un islam politique docile, conciliant le marché et le religieux, ont vu

2. L'Assemblée populaire nationale, chambre basse du Parlement, compte quatre cent soixante-deux sièges.

leurs leaders raillés sur les réseaux sociaux, conspués, voire pris à partie et chassés par la rue³.

À un degré moindre, les forces de l'opposition de gauche social-démocrate, radicale et social-libérale étaient dans le même cas de figure. Elles aussi ont été surprises par cette lame de fond populaire. À elles aussi, il était reproché – notamment au Front des forces socialistes, au Rassemblement pour la culture et la démocratie et au Parti des travailleurs, qui ont des élus au Parlement – de légitimer le système en jouant le jeu des élections et des institutions, et d'avoir un positionnement politique timoré, limité à une dénonciation théorique du régime qu'elles prétendaient combattre – n'appelant pas, par exemple, les Algériens à se mobiliser contre les faits de corruption qui éclaboussaient le sommet du pouvoir et dont la presse algérienne se faisait l'écho. Et, surtout, d'avoir attendu que le Hirak exige le départ d'un président impotent pour le demander à leur tour, se contentant entre-temps de refuser de prendre part à une élection présidentielle qu'elles estimaient jouée d'avance si le scrutin avait eu lieu à la date du 18 avril 2019.

83

Certes, cette opposition pouvait arguer, dans un contexte politique et médiatique verrouillé, d'être privée de la possibilité de se faire entendre par le plus grand nombre – l'accès aux principales chaînes de télévision et stations de radio publiques lui étant interdit de fait, sauf durant le temps d'antenne ridicule qui lui était accordé en période électorale. Mais, en réalité, ces forces de gauche payaient aussi leur manque de présence sur le terrain réel des luttes. Elles n'étaient ni préparées ni en capacité de peser sur un mouvement populaire d'une telle ampleur. Aussi ont-elles éprouvé, dans un premier temps, beaucoup de difficultés à trouver leur place, se bornant à accompagner le Hirak et à le soutenir, redoutant par-dessus tout d'être lâchées par un mouvement citoyen qui souhaitait tourner la page et qui a fait émerger en son sein des figures, des courants, des collectifs ayant, sans attendre, commencé à poser les jalons d'un projet alternatif.

3. C'est le cas notamment d'Abdallah Djaballah, vieux routier de l'islam politique, chef du Front pour la justice et le développement, et d'Abdelkader Bengrina, mais aussi de l'ancien ministre Aboudjerra Soltani, ex-chef du Mouvement de la société pour la paix, pris à partie à Paris, place de la République, par la diaspora du Hirak.

UNE MYRIADE DE COLLECTIFS ET D'ACTEURS
MAIS PAS D'ALTERNATIVE POLITIQUE STRUCTURÉE

En l'espace de trois mois, le Hirak a fait bouger les lignes. En effet, la question d'une intermédiation socio-politique entre le mouvement contestataire et le pouvoir afin de négocier pacifiquement une sortie de crise débouchant sur un changement radical du système s'est posée dès les premières semaines suivant le 22 février.

84 Alors que les forces de l'opposition islamiste et islamo-conservatrice se demandaient s'il fallait ou non prendre part à l'élection présidentielle fixée au 18 avril et que celles de l'opposition de gauche appelaient au boycott des urnes, le Hirak, lui, était déjà dans l'après: le « Non au cinquième mandat ! » s'était mué dès le vendredi 1^{er} mars en rejet du système politique incarné jusqu'à l'absurde par un Abdelaziz Bouteflika aphone et omnipotent, présent sur la scène politique par le truchement de portraits brandis par ses partisans.

Ainsi, après avoir réclamé l'application de l'article 102 de la Constitution, qui porte sur l'incapacité du président à assumer ses fonctions pour raisons de santé, le Hirak a revendiqué celle des articles 7 et 8: « Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple »; « Le pouvoir constituant appartient au peuple », qui « exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne », « par voie de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus »⁴. Il exigeait ainsi le passage d'un système autoritaire à un système démocratique où le droit prime sur le politique et le militaire, voire sur le religieux, exprimé aussi à travers les mots d'ordre « État civil et non militaire » et « Qu'ils s'en aillent tous ! »⁵. Exigences qu'aucun parti de l'opposition légale n'avait revendiquées de manière si frontale jusque-là.

Ces revendications ont été portées par une pléthore d'acteurs émergents – des comités informels, des associations étudiantes, des collectifs d'avocats, d'universitaires et de chômeurs, des journalistes, des leaders d'opinions – qui ont occupé l'espace laissé vacant par les forces de l'opposition, surgissant aux côtés d'associations plus anciennes, telles que le Rassemblement Actions Jeunesse et SOS Bab-el-Oued, le réseau Wassila⁶

4. Ces trois articles ont été brandis lors des manifestations des vendredis et mardis.

5. « *Yetnahaw gâal* », en arabe algérien; littéralement: « Qu'on les enlève (du pouvoir) tous ! ».

6. Le réseau Wassila regroupe une vingtaine d'associations qui luttent pour les droits des femmes et contre les violences faites aux femmes et aux enfants.

et le Comité national pour la défense des droits des chômeurs, auxquelles le Hirak a donné une seconde vie⁷.

Les rencontres entre des acteurs de la société civile et des militants politiques se sont multipliées, invitant au débat et à l'élaboration de propositions de sortie de crise et de projets de charte politique pour assurer une alternative démocratique. Restait cependant à savoir comment et sous quelle forme organisationnelle agréger des catégories sociales aux sensibilités idéologiques et politiques différentes, voire opposées, mais unies par un même désir de changement face à un pouvoir autiste et autoritaire. Car, faute d'un leadership structuré et de débouchés politiques, le Hirak risquait de s'essouffler. D'autant que les forces politiques classiques, pour les raisons évoquées plus haut, ne pouvaient assumer un rôle d'interface avec un pouvoir décidé à maintenir le système politique à l'origine de la crise en organisant au plus vite une élection présidentielle.

85

La question de la possibilité qu'une relève politique vienne pallier cette défaillance a fait débat et divisé les rangs de la société civile. L'universitaire Louisa Dris-Aït Hamadouche estime, par exemple, que « le passage du changement de régime ne se fera pas sans l'émergence de forces politiques organisées au sein du Hirak⁸ ». *A contrario*, le sociologue Lahouari Addi voit dans le Hirak « un mouvement social porteur d'une revendication nationale qui réunit l'ensemble des couches de la société » et pense qu'« il ne peut par conséquent se donner une organisation partisane que se disputeront les différents courants idéologiques de la société »⁹. Certains activistes pointent un risque de récupération par le pouvoir, comme ce fut le cas en Égypte avec le mouvement Tamarrud¹⁰; aussi insistaient-ils pour que le Hirak reste un espace d'expression de nouvelles expériences citoyennes, une sorte d'agora exerçant une pression socio-politique.

Pour autant, afin de faire face à un pouvoir tenté d'imposer autoritairement la tenue d'un scrutin présidentiel, des militants politiques et associatifs impliqués dans la contestation, ainsi que des partis comme le Front des forces socialistes et le Rassemblement pour la culture et la démocratie, ont estimé qu'il fallait avancer et rassembler au-delà des

7. Marginalisées, parfois réprimées par les autorités, elles menaient de fait leurs actions dans une semi-clandestinité.

8. « Le Hirak n'a pas changé le système mais il l'a forcé à changer de régime » (entretien), TSA-Algerie.fr, 22 février 2020.

9. « Le Hirak n'a pas vocation à être structuré », DzVid.dz, 19 novembre 2019.

10. Ce mouvement, dont le nom signifie « rébellion » en arabe, après avoir mobilisé des millions d'Égyptiens contre le président élu Mohamed Morsi et permis au maréchal Sissi de prendre le pouvoir, a été réprimé et la plupart de ses animateurs embastillés.

clivages politico-idéologiques. Mais ils se sont très vite heurtés à l'horizontalité du Hirak et sa myriade de collectifs et d'acteurs.

86 Le 15 juin 2019 était organisée une conférence dite des « Dynamiques de la société civile », réunissant les représentants de plus d'une centaine d'associations et syndicats¹¹, pour donner au Hirak une ébauche de représentation unitaire et un horizon politique. L'expérience n'a pas été des plus heureuses. Faute de garanties consensuelles préalablement établies autour des libertés démocratiques, de la liberté de conscience et de l'égalité citoyenne entre hommes et femmes, en raison d'une forte présence de représentants d'associations proches de la mouvance islamiste, cette première rencontre, qui s'est déroulée dans une atmosphère quelque peu empreinte de religiosité, s'est conclue par l'adoption d'un texte qui a entraîné le retrait du réseau Wassila et de l'association Djazaïrouna (venant en aide aux victimes du terrorisme islamiste pendant la guerre civile), ayant jugé « non négociable le principe de l'égalité hommes-femmes »¹². En effet, bien que ce texte préconise « une période de transition allant de six mois à un an », gérée par une personnalité nationale ou une instance présidentielle composée de personnalités consensuelles, la simple mention des « libertés individuelles » a dû faire l'objet de négociations. Quant aux associations étudiantes, pourtant en pointe au sein du Hirak, elles n'ont pas été invitées.

Le 26 juin s'est tenue une autre rencontre, rassemblant cette fois les forces politiques et personnalités incarnant toutes les nuances de la gauche algérienne – radicale, social-démocrate, centre gauche, social-libérale –, qui s'est conclue par la création du Pacte de l'alternative démocratique (PAD)¹³ et par l'adoption d'un « pacte politique pour une véritable

11. Notamment la Confédération des syndicats autonomes, composée de treize syndicats; le Forum civil pour le changement, regroupant soixante-dix associations, dont certaines à but caritatif; et le Collectif de la société civile algérienne pour une transition démocratique et pacifique, formé par une trentaine d'associations, dont la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, le réseau Wassila et le Rassemblement Actions Jeunesse.

12. Les associations d'obédience islamiste ont refusé d'observer une minute de silence à la mémoire du militant de la cause mozabite (Berbères du Mزاب) et des droits de l'homme Kamel Eddine Fekhar, décédé le 28 mai 2019 en détention à la suite d'une grève de la faim.

13. Le PAD est composé du Front des forces socialistes (social-démocrate), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (social-libéral), du Mouvement démocratique et social et du Parti pour la laïcité et la démocratie (mouvance communiste), du Parti des travailleurs et du Parti socialiste des travailleurs (extrême gauche trotskiste), de l'Union pour le changement et le progrès (centre gauche), de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, mais aussi de personnalités comme le militant de gauche et ancien dirigeant du Front des forces socialistes Djamel Zenati.

transition politique». Rejetant l'agenda politique du pouvoir, qui vise à la reconduction du système en l'état, le PAD s'est prononcé « pour un changement démocratique radical » qui passe par « l'organisation d'une période de transition », « l'édification d'un État de droit démocratique », « l'indépendance de la justice », « la non-utilisation de la religion [...] et des symboles de la nation à des fins politiques », « l'égalité en droits entre les hommes et les femmes ». Si le texte final précise qu'« aucune négociation et aucune transition démocratique ne sont possibles » sans la libération des détenus d'opinion et la liberté de la presse, la question des modalités d'organisation et d'action pour mettre en œuvre ce pacte politique n'a pas été abordée.

Le 6 juillet, lors de la Conférence nationale du dialogue, le pôle conservateur connu sous le nom de « Forces du changement pour le respect du choix du peuple » – regroupement des partis à dominante islamiste, islamo-nationaliste et libérale, du Forum civil pour le changement, d'ex-dirigeants de l'ex-Front islamique du salut et de personnalités qui leur sont proches¹⁴ – s'est pour sa part dit favorable à l'organisation d'une élection présidentielle dans le cadre constitutionnel existant, posant pour seule condition le départ du Premier ministre et du chef de l'État par intérim. Cette prise de position a conduit l'ancien ministre et diplomate libéral Abdelaziz Rahabi, invité en tant que coordinateur, à jeter l'éponge après avoir constaté que le document adopté ne mentionnait pas la libération des détenus d'opinion comme préalable au dialogue avec le pouvoir politique¹⁵.

Une deuxième conférence a été organisée le 24 août par les Dynamiques de la société civile, amputée d'un des siens, le Forum civil pour le changement, qui avait le 6 juillet accepté l'agenda du pouvoir. Elle ambitionnait de rassembler les deux pôles de l'opposition politique, le PAD, d'une part, et les Forces du changement, d'autre part, autour d'un texte de compromis *a minima* antipouvoir. La conférence, qui s'est bornée à réaffirmer des principes non clivants – le soutien au Hirak, la libération des détenus d'opinion, les droits de l'homme et les libertés

14. Outre le Forum civil pour le changement, les Forces du changement comprennent ainsi le Mouvement de la société pour la paix, le Front pour la justice et le développement, El-Bina, Ennahdha et le Parti de la liberté et de la justice (islamistes), Avant-garde des libertés et El-Fadjr El-Djadid (conservateurs), Jil Jadid (« nouvelle génération ») et l'Union des forces démocratiques et sociales (libéraux), ainsi que diverses personnalités tel l'avocat Mustapha Bouchachi.

15. Cf. Hassane Zerrouky, « L'Algérie, fin de régime et exigence de changement démocratique », *Recherches internationales*, n° 115, 2019, p. 21-39.

démocratiques –, n'a débouché sur aucune avancée majeure. Comment aurait-il pu en être autrement quand au moins trois des composantes du pôle conservateur – à savoir les partis d'Ali Benflis (Avant-garde des libertés), d'Abdelkader Bengrina (El-Bina) et de Mohamed Saïd (Parti de la liberté et de la justice), tous anciens ministres sous Bouteflika – allaient donner, ou avaient déjà donné, en marge de cette rencontre, leur accord au général Gaïd Salah pour soutenir la tenue de l'élection présidentielle qui devait être incessamment annoncée ? Ces défections entraînèrent l'implosion de ce pôle.

88 Il ne restait dès lors aux côtés du HIRAK que le PAD, le Collectif de la société civile, quelques élites politiques et intellectuelles, les associations étudiantes, mais aussi le mouvement islamiste Rachad, fondé en 2007 par d'anciens cadres de l'ex-Front islamique du salut en exil à Londres qui souhaitaient également se faire une place au sein du HIRAK. Proche du Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdoğan, ce mouvement incarne une sorte de *soft power* islamiste et vise à rassembler les déçus de l'islam politique, voire à fédérer une mouvance islamiste éclatée, tout en entretenant un rapport utilitaire à la démocratie – il évite habilement de se prononcer, par exemple, sur le droit des femmes à accéder à une pleine citoyenneté. Sa participation divise néanmoins les rangs du PAD et au-delà. Ses détracteurs, notamment les féministes et la gauche radicale, le suspectent de cacher son jeu, ce dont il se défend, alors que, pour la gauche social-démocrate et certains acteurs de la société civile issus de l'extrême gauche, Rachad serait au contraire la preuve que les islamistes ont changé et se sont convertis à la démocratie et aux valeurs de la citoyenneté – sauf en ce qui concerne les droits des femmes...

Le 15 septembre, suivant la recommandation faite par le général Gaïd Salah de convoquer le corps électoral, le chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah, s'exécute et fixe la date de l'élection présidentielle au 12 décembre. Le climat politique se dégrade : des figures du HIRAK sont placées en détention – Karim Tabbou, dès le 11 septembre, Samir Belarbi, le 16, Fodil Boumala, le 18, Hakim Addad, le 6 octobre – ainsi qu'Abdelwahab Fersaoui, président du Rassemblement Actions Jeunesse, et des dizaines d'activistes.

Malgré un sursaut mobilisateur dans les dernières semaines de la campagne électorale, lors de laquelle cinq candidats en lice, cooptés par le système, ont été chahutés, le HIRAK, soutenu pratiquement par les seuls acteurs de la société civile et le PAD, n'a pu contraindre le pouvoir à annuler le scrutin. Massivement boycottée (39,1 % de participation), l'élection

présidentielle a été remportée dès le premier tour par Abdelmadjid Tebboune¹⁶.

L'erreur du Hirak et de ses soutiens fut sans doute d'avoir cru que le pouvoir n'avait aucun candidat et ne parviendrait pas à organiser un scrutin présidentiel qu'une majorité d'Algériens rejetaient. Ont-ils surestimé leurs forces et sous-estimé dans le même temps les capacités de résilience du système ? Sans doute. Quant au pouvoir, s'est-il rendu compte que le fossé entre son agenda politique et les revendications du Hirak n'avait fait que s'agrandir ? Pas sûr...

APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Sans tarder, Abdelmadjid Tebboune a formé un gouvernement composé pour partie de personnalités ayant soutenu le Hirak dans sa première phase, de février à juin 2019, avant de rallier le pouvoir¹⁷. Ces dernières estimaient que le mouvement populaire, avec la chute de Bouteflika et les purges qui se sont ensuivies, avait obtenu satisfaction, point de vue également partagé par les partis islamistes et islamo-nationalistes prétendument pro-Hirak (El-Bina, Avant-garde des libertés et Parti de la liberté et de la justice, notamment), dirigés par des hommes qui n'ont jamais rompu avec le système politique et la logique clientéliste. Le président nouvellement élu, pour qui également « le Hirak a obtenu pratiquement tout ce qu'il voulait¹⁸ », a mis en application sa feuille de route, articulée autour d'une réforme constitutionnelle laissant présager la reconfiguration politique à venir. Cette réforme a été adoptée le 10 septembre 2020 par une chambre basse pourtant frappée de discrédit – selon les révélations du député Baha Eddine Tliba, les postes d'« élus » se seraient négociés jusqu'à 70 millions de dinars (450 000 euros)¹⁹. Alors qu'elle devait donner une légitimité au régime, moins de 14 %

89

16. Sans étiquette – bien que membre du Front de libération nationale –, il a recueilli 58,1 % des voix et devancé, dans l'ordre, Abdelkader Bengrina (El-Bina, 17,4 %), Ali Benflis (Avant-garde des libertés, 10,6 %), Azzedine Mihoubi (Rassemblement national démocratique, 7,3 %) et Abdelaziz Belaïd (Front el-Moustakbal, 6,7 %). Il est à noter qu'avait appelé à voter pour lui Mohamed Ali Ferkous, désigné représentant officiel du wahhabisme en Algérie par le prédicateur saoudien Rabi al-Madkhali, dont se réclament des groupes djihadistes syriens et libyens non affiliés à Daech.

17. Abdelaziz Djerad a ainsi été nommé Premier ministre; Malika Bendouda, ministre de la Culture; et Nassim Diafat, ministre délégué chargé des microentreprises.

18. Entretien au *Figaro*, 20 février 2020.

19. Baha Eddine Tliba a été condamné le 7 septembre 2020 à huit ans de prison pour avoir monnayé des positions de tête de liste au sein du Front de libération nationale.

des inscrits l'ont approuvée par référendum le 1^{er} novembre. C'est une sanction sans appel.

Auparavant, des personnalités n'ayant pas été pointées du doigt par le Hirak ainsi que certains responsables de parti avaient été consultés par le chef de l'État²⁰. Mais, hormis l'avocat Mustapha Bouchachi, qui avait décliné l'invitation, aucun des acteurs de la protestation citoyenne n'avait été approché par la présidence. Ainsi, et en dépit de la promesse faite lors de son discours d'investiture, le 19 décembre 2019, Abdelmadjid Tebboune, qui a affirmé le 20 février 2020 lors d'un entretien télévisé que le Hirak a « sauvé l'État algérien de l'effondrement », ne lui a pas tendu la main.

90 Face donc à un pouvoir peu disposé à faire des concessions aux revendications du Hirak, la contestation s'est poursuivie dans un contexte politique qui s'est entre-temps décanté. D'un côté, les forces islamoc-conservatrices ont rallié une à une l'agenda du pouvoir, à l'instar du Mouvement de la société pour la paix, dont le leader, Abderrazak Makri, s'est illustré le 5 février 2020 en accusant « le courant laïque extrémiste » de vouloir « s'approprier le Hirak », quelques semaines après avoir déclaré que sa formation politique « sera une partie prenante du dialogue » puis rencontré le chef de l'État. De l'autre côté, le pôle démocratique et les forces de la société civile, tirant les leçons des conférences du 15 juin et du 24 août 2019, ont décidé d'unir leurs efforts pour constituer le front le plus large possible, persuadés que le pouvoir politique est condamné à trouver une issue négociée afin de mettre fin à la crise.

C'est dans cette perspective que se sont tenues deux rencontres, les 25 janvier et 19 février 2020. La seconde, qui a rassemblé un large éventail d'acteurs de la société civile et de militants politiques, s'est conclue par l'adoption d'un « manifeste du 22 février » qui, dans l'esprit de ses initiateurs, allait être discuté lors d'une conférence réunissant « l'ensemble des sensibilités autour d'une charte unique ». Cette conférence, censée rassembler fin février à Alger quelque mille cinq cents délégués venant de toutes les régions du pays, n'aura finalement pas lieu, le nouveau pouvoir s'étant empressé de l'interdire. Elle devait permettre au Hirak, menacé par un risque de fragmentation, de se redynamiser sur des bases organisationnelles et politiquement consensuelles, ce qui lui faisait défaut jusque-là. Car du terrain montaient les premiers signes d'impatience. Des voix, parmi lesquelles celle du mouvement Rachad, relayées par la

20. Il s'agit notamment de l'ex-Premier ministre réformateur Mouloud Hamrouche, mais aussi d'Abdelaziz Rahabi et de Soufiane Djilali, chef du parti Jil Jadid, deux figures du Hirak à qui il sera d'ailleurs reproché d'avoir accepté l'invitation présidentielle.

chaîne de télévision Al Magharibia²¹, poussaient à la radicalisation de la protestation en appelant à manifester le samedi, en plus du mardi et du vendredi, voire le dimanche pour les femmes, soit quatre jours sur sept ! Ces appels ont cependant peu mobilisé. En scandant « Les généraux à la poubelle ! », le petit groupe de manifestants, désavoué par une partie du Hirak, a sans doute sous-évalué la force du lien historique existant depuis la guerre d'Algérie entre l'armée et une bonne partie des Algériens.

Le Hirak est suspendu le vendredi 13 mars 2020 à l'appel de ses principaux acteurs en raison de la pandémie de coronavirus²², avec la promesse de redescendre dans la rue dès que les conditions sanitaires le permettraient. Malgré cette démonstration de sens civique, le pouvoir politique a profité du confinement pour tenter de casser la contestation. Des textes de loi ont été adoptés et promulgués au pas de charge, criminalisant en particulier l'action militante sur les réseaux sociaux, où la protestation continuait de s'exprimer. Des médias ont été mis au pas, des sites d'information en ligne suspendus, des journalistes arrêtés et condamnés²³. Même des partis politiques agréés, comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie, membre du PAD, sont menacés de dissolution.

91

Toutefois, le président Tebboune ayant échoué à faire adopter sa réforme constitutionnelle par une majorité d'Algériens – plus des trois quarts des électeurs ont boycotté le référendum du 1^{er} novembre –, c'est toute sa politique de reconfiguration du champ politique, visant à supplanter la myriade de collectifs et de courants que le Hirak a fait émerger pour modifier en sa faveur le rapport entre les forces socio-politiques, qui est de fait remise en cause.

La partie est donc loin d'être gagnée pour le pouvoir. L'Algérie affronte une crise majeure et systémique. Or le régime a épuisé sa capacité à se régénérer – la cooptation, la répression et la division ayant montré leurs limites. Qui plus est, le pays est entré dans une phase de récession. Avec un prix du baril à 40 dollars alors que les dépenses publiques sont financées aux deux tiers par l'argent du pétrole, l'Algérie risque de manquer de liquidités. Si jusque-là elle a pu puiser dans ses réserves de change pour

21. Fondée par Oussama Madani, fils du fondateur de l'ex-Front islamique du salut, Abassi Madani, mort en exil à Doha le 24 avril 2019, et financée par des fonds qatariens, Al Magharibia, créée à Londres, a ouvert son antenne aux laïcs opposés au pouvoir, d'où son succès en Algérie.

22. En dépit des messages diffusés sur Al Magharibia incitant les Algériens à braver le confinement.

23. Par exemple, les sites Maghreb Émergent, Le Matin d'Algérie, Interlignes et DzVid ont été bloqués ; le journaliste Khaled Drareni, correspondant de TV5 Monde et représentant de Reporters sans frontières en Algérie, a été arrêté et condamné à trois ans de prison ferme.

juguler la dégradation de la situation, ces dernières se sont fortement amenuisées, passant de 190 milliards de dollars en 2013 à moins de 50 milliards fin 2020. Bien que l'économie, du fait de la pandémie, tourne au ralenti – des centaines d'entreprises sont à l'arrêt –, la décision prise dans l'urgence par le pouvoir de réduire de moitié le budget de l'État augure d'une sévère austérité à venir. Les marchés financiers menacent d'imposer des réformes socialement coûteuses et douloureuses.

Comment dès lors le pouvoir va-t-il faire face à la crise sociale qui s'annonce, face surtout à une société qui s'est réveillée ? Et ce, dans un contexte régional – crises libyenne et sahélienne – porteur de grands dangers. Le Hirak reprendra sans doute le cours de sa marche, mais avec une dimension nettement plus sociale.

R É S U M É

En treize mois, le Hirak a modifié le visage de l'Algérie. Ce mouvement de contestation a fait émerger au sein d'une société que l'on pensait socialement résignée, et en dehors de tout cadre partisan, une myriade d'acteurs structurés de manière horizontale et porteurs d'une volonté de changement que l'opposition politique a été incapable d'assumer. Reste à savoir si ces forces, que le pouvoir tente d'étouffer pour imposer son agenda, préfigurent la relève politique de demain.